

14 JUILLET 1789

La prise de la Bastille, date mémorable d'une grande de casse.

Par ses répercussions dans l'espace et dans le temps elle demande à déborder les étroitesse d'une fête nationale. Seule une fête internationale des casseurs est à même de reconnaître à cette journée la grandeur qui fut la sienne.



À la poubelle le 14 juillet militariste, rendons à cette belle date toute sa civile dignité! Restructurer nous mêmes la mémoire historique c'est ouvrir la fenêtre sur le présent pour aérer l'avenir le plus immédiat. C'est commencer à reprendre en mains le cours des événements quotidiens comme on tente de le faire contre le Lyon-Turin, le méga transformateur de S. Victor, l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure et l'industrie qui les produit, contre leur monde enfin, qui génère horreur, terreur et médiocrité.



Une reproduction de la Bastille faite de palettes est brûlée en Russie, pour célébrer la fin de l'hiver. Survivance, comme le Carnaval, d'une ancestrale coutume païenne.



Un hommage de la rue, à Rennes.



12 avril 1871 : La Commune de Paris, considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la république française, la fraternité, décrète : «Article unique : La colonne Vendôme sera démolie».

Des salariées à la nation, l'indépendance est l'un des maîtres-mots de l'illusion de liberté en milieu hiérarchique.

L'indépendance de «la France» n'assure en rien l'indépendance des dits Français, quoi que puissent prétendre madame Le Pen et tous ses collègues de l'ensemble des partis politiques. L'indépendance de «la France» n'est du reste qu'un mythe éculé à l'usage d'éditorialistes et commentateurs que la course au pouvoir d'achat livre à la crétinisation étatique. De quoi «la France», dont les habitants du territoire sont enchaînés à la tutelle de l'État qui l'administre, le gouverne et le domine, ne dépend-elle pas? La plupart de ses ressources énergétiques proviennent de lointaines contrées. Son économie est telle que ses représentants sont soumis à de honteuses compromissions avec la plupart des dictatures en place, à la quasi exception dans le moment présent de celle du Vénézuéla. Cette dernière n'étant condamnée qu'en raison d'intérêts identiques à ceux là même qui conduisent les «grandes démocraties» à se commettre avec d'autres tyrannies, à les soutenir quand ce n'est à les installer. Les USA, qui demeurent sur l'heure la puissance économique et militaire dominante, n'en dépendent pas moins du reste du monde, à minima de leur zone d'influence, comme le maître dépend de l'esclave puisque sans le second le premier s'effondre et disparaît.

Les indépendances nationales des «ex» colonies africaines n'offrent pas grand-chose de mieux à leurs ressortissants que la noyade en Méditerranée ou des amputations de membres, pour cause de gel lors de franchissements de hautes frontières dans les montagnes d'Europe. C'est afin de pouvoir nous étouffer d'ennui de stress et de médiocrités sous un amas d'inutiles et nocives accumulations de dérisoires richesses, que les puissances occidentales «ne peuvent accueillir toute la misère du monde».

Indépendances et Illusions

Succédant à l'esclavage et au servage, le salariat revêt à première vue les dehors d'une certaine indépendance économique. C'est au point que l'on a pu, que l'on peut encore, lire ou entendre que par le travail salarié les femmes accèderaient à leur émancipation. Elles n'accèdent par là, bien sûr, qu'à un état de servitude certes rémunéré mais règlementé par le lien de subordination qui soumet tout travailleur à son employeur. Pour les plus mal loties, elles ne bénéficient en passant du foyer à l'usine, ou au bureau, que d'un changement de maître. Il s'agit même pour beaucoup d'entre elles de l'ajout d'un second maître, tant nombreuses sont-elles à assurer à peu près seules les tâches ménagères en plus du travail extérieur. En conclure qu'il vaut mieux que les femmes restent, le cas échéant, au foyer serait évidemment une ineptie. On fait, avec bien des difficultés, ce que l'on peut mais il faut pour autant se méfier de certaines «évidences» où se tiennent embusquées les illusions répandues par la pensée contaminante de l'idéologie dominante. Ce n'est que par la plus totale solidarité que nous pourrions aller au-delà de «ce que l'on peut». Où l'obéissance est la règle, la liberté « n'est qu'un vain fantôme ».



Mai 1917 : Ouvrières de la couture, les midinettes, à l'issue de leur grève joyeuse et victorieuse.

Pouvoir d'achat? Pouvoir de vivre?

Le salaire du travailleur ne dépasse guère sa consommation courante et ne lui assure pas le salaire du lendemain; tandis que le capitalisme trouve dans l'instrument produit par le travailleur un gage d'indépendance et de sécurité pour l'avenir.
P.J.P

Le pouvoir d'achat est l'objet de revendication le plus fréquemment et répétitivement soutenu par grèves et manifestations. Il figure au premier rang des plaintes des Gilets jaunes, insistent les détenteurs du pouvoir politique bruyamment secondés par leurs porte-voix médiatiques. Qu'il doive encore émerger à chaque révolte en dépit de francs succès passés en dit long sur leur inanité. Les augmentations de salaires ne tiennent que le temps des colères qui les obtiennent.

Les discussions menées les 27 et 28 mai 1968 au Ministère du Travail, rue de Grenelle, entre le gouvernement, les syndicats patronaux et ceux dits ouvriers, aboutirent à une augmentation du SMIG de 35 % et de 10 % pour les autres salaires, ce qui selon les statistiques allait donner une augmentation moyenne générale de 12 %. Dans l'année qui suivit les prix augmentèrent de 9 %. Le gain en pouvoir d'achat n'était plus que de 3 %. En quelques mois l'inflation allait suffire à totalement annihiler la « victoire ouvrière » chantée par les bureaucraties syndicales, lesquelles connurent tout de même quelques difficultés à faire avaler la pilule aux 7 à 8 millions de travailleuses et travailleurs qui menaient la plus grande grève qui se soit déroulée en France durant le XX^e siècle. Grève dont les motivations premières étaient d'un tout autre ordre.

Le dimanche 13 mai d'immenses cortèges protestaient contre le déchaînement de la barbare violence répressive qui s'était abattue sur le quartier latin de Paris pendant la nuit des barricades, du 10 au 11 mai. Ils furent l'occasion pour la classe ouvrière de reprendre conscience de sa puissance, en joyeuse fraternité. Dès la reprise du lundi à l'usine Sud-Aviation de Bouguenais, dans la banlieue de Nantes, les équipes de travail cessèrent spontanément l'activité. Les responsables syndicaux accoururent aussitôt pour s'enquérir de la ou des revendications de ce mouvement, non prévu au programme des représentants professionnels du personnel. « Nous ne demandons rien, simplement nous ne voulons plus vivre comme ça » fut le sens de la réponse. À partir de là ce fut comme la mise à feu d'une traînée de poudre et il fallu toute la science et la ruse des bureaucrates syndicaux et des partis pour détourner le mouvement de grève de

son objectif de départ. À cet égard, le film certainement le plus expressif de cette grève est un très court métrage sur « La reprise du travail aux usines Wonder » qui montre une jeune ouvrière désespérée d'avoir à « retourner là dedans » et criant son refus.

Nous avons vu plus haut ce qu'il en fut en quelques mois de la « victoire ouvrière ». Il ne s'agit pas de mépriser des améliorations immédiates dans le champ de l'économie, il s'agit de ne pas s'endormir dessus une fois conquises. Le rapport salarial établi un rapport de guerre sociale incessante. De par son rôle même le patronat développe une irréprouvable boulimie de profits, la maladie permanente du capitalisme. Les positions ne peuvent jamais être définitivement acquises, il faut toujours lutter.

Si la grève peut, quand elle est puissante, coûter cher au patronat elle coûte aussi en termes économiques aux grévistes. Sabotage et boycott sont pour nous autres des pratiques de bien moindre coût. Mais pour mener les unes ou les autres il s'agit toujours de s'organiser, d'organiser nous mêmes la vie, les nôtres. C'est sur cette voie que s'avancèrent hardiment les Sans-culottes. Ils réclamaient peu, ils imposaient tout ce qui leur était possible. En procédant par action directe ils imposèrent *le maximum*, soit les prix des biens de première nécessité à ne pas dépasser.

Audace et solidarité sont les ingrédients de base indispensables à toute rébellion visant à changer les conditions de vie.

S.DARSOL



Piquet de grève travaillant...à barrer l'accès à l'usine occupée.

Régénération n°27



Du «pain béni» pour le pouvoir, un marteau pilon de la pensée libre destiné à dresser idéologiquement, encore et encore à la soumission totale, la classe dépossédée.

Dans l'union sacrée mondialisée du pouvoir de l'argent se manifeste à nouveau, en grandes pompes et bien au delà des frontières, l'immonde puanteur de «l'Union nationale».

À peine l'incendie s'était-il déclaré que l'obscénité de l'exploitation – donnée sociale naturelle pour les propriétaires du monde et leurs économistes – faisait une fracassante irruption au milieu de l'outrancière dramatisation à laquelle nous soumettaient les bouches à feu médiatiques. C'est à coups de millions que tombaient les chèques des grands prédateurs du travail humain tandis que des monceaux de fallacieuses assertions étaient convoquées pour forcer les malheureuses naïvetés à la plus solennelle communion de la servitude populaire. « Tout un peuple, toute une nation, la France, le monde entier » était réputés, plonger dans une intense émotion sans commune mesure avec les tartufferies qui suivent les annonces d'énigmes noyades en Méditerranée ou l'effondrement sur ses habitants d'un immeuble de rapport, pour cause de cupidité propriétaire, dans un quartier populaire de Marseille! D'où peut bien venir la différence de traitement entre ces divers événements si ce n'est que les monuments historiques remplissent une précieuse fonction dans le maintien d'un ordre imposé et de ses dommages colatéraux en matière culturelle?

Dans les mêmes moments, plusieurs hôpitaux parisiens devaient recourir à la grève pour protester contre l'insuffisance matérielle et la pénurie de personnel, organisées. Il est vrai que les services d'urgence ne concernent pas les grands du monde. Prioritaires en toutes circonstances, ils peuvent considérer avec plus de légèreté ces services que des monuments destinés à inscrire dans les mentalités tout le respect dû aux forces de la domination et à leurs institutions.

PRINTEMPS 2019

L'incendie de Rome sous Néron ravalé au rang d'archaïque broutille par celui d'une cathédrale sous Macron!

«Notre Dame de Paris, pierre précieuse de la culture et de l'histoire de France et de l'Europe»... Histoire de la Sainte Inquisition, histoire des bûchers purifiant sorcières et hérétiques par le feu, culture au long des siècles de foules d'enfants victimes de prêtres pédophiles...

La scandaleuse indécence étalée au grand jour par les gros chèques est révélatrice de l'inconscience des réalités sociales dont sont affectés les détenteurs de capitaux, c'est à dire du travail accumulé, volé au prolétariat, à la plèbe, à la partie de la société asservie et dépossédée. Sachons utiliser l'avantage que nous donne, sur leur inconscience, notre connaissance par le fait ressentir!

Toni ROUVEL.

Prêtres, monarques, hommes d'État, hommes de guerre, financiers publics et privés, fonctionnaires de toutes sortes, policiers, gendarmes, geôliers et bourreaux, capitalistes, pressureurs, entrepreneurs et propriétaires, avocats, économistes, politiciens de toutes les couleurs, jusqu'au dernier vendeur d'épices, tous répéteront à l'unisson ces paroles de Voltaire : «Si Dieu n'existait pas il faudrait l'inventer.» Car vous comprenez, «il faut une religion pour le peuple». C'est la soupe de sûreté.

M.B.

Régénération

En hommage au journal fondé en 1910 au Mexique par Ricardo Flores Magón.

Bulletin trimestriel, saisonnier mais asynchrone, de l'association Germinal :
30 rue Didot-75014 Paris.
regene@riseup.net

Ont participé à ce numéro : Sarah LETOUZEY, Pierre Joseph PROUDHON, S.DARSOL, Gaston DUFIEF, Michel GARONNE, Nestor MAKHNO, M. L., Michel BAKOUNINE, Toni ROUVEL, et une foule d'anonymes fraternités.

À la centrale de Melun plusieurs actions de contestation se développent et parviennent à se répercuter à l'extérieur, dénonçant les conditions de travail et le scandale des rétributions sans commune mesure avec les plus insignes de celles à l'extérieur. Pourtant dans cette geôle les prisonniers pratiquent avec compétence tous les métiers de l'imprimerie. Revendications basées donc sur les conditions de travail plus en phase pour éveiller la conscience publique.

Quelques uns de ceux engagés dans ce combat sont libérés, l'un deux peut faire paraître un bouquin préfacé par Michel Foucault « De la prison à la révolte » et comme le travail du GIP a attiré des centaines de soutiens, des prisons des voix sont portées par la presse, il n'est plus indispensable de monter sur les toits pour dire l'intolérable, l'ineptie des geôles. C'est dans ce contexte que le GIP passe la main aux prisonniers « libérés » ou non et le 11 décembre 1972 sort le numéro 1 du « Comité d'Action des Prisonniers » journal créé par des prisonniers et leurs familles. Aussi dans l'ours sont cités nominativement un certain nombre de ceux ayant collaboré à ce premier numéro, Foucault et Defert s'y trouvent. Ils le seront encore dans quelques numéros, bien que non prisonniers, pour illustrer cette citation qu'on retrouve avec le titre dans tous les numéros « *Les chaînes des prisonniers sont les mêmes que celles de tous les hommes sans pouvoir sur leur vie, elles sont simplement plus visibles* ». Le journal est habituellement mensuel, il va paraître à 5.000 exemplaires au prix de 2 francs de novembre 75 à octobre 1976. Puis il tirera à 50.000 exemplaires pendant quelques mois au prix de 3 francs lui permettant d'être distribué dans tous les points de vente de la presse. Les kiosquiers et autres vendeurs de la presse seront réticents à le proposer à leurs acheteurs, comme toute presse qui tente de s'imposer contre l'ordre dominant.

La responsabilité de la publication est assurée par les unes et les autres, d'un numéro à l'autre les noms se succèdent. Cela dérange. Il a fallu donc se rappeler à l'ordre et désigner « un responsable de la publication » avec un casier vierge, quelle pudeur ! Dans une série de numéros Jean Lapeyrie sera responsable de la publication à la place des unes et des autres, « responsable » fantôme destiné à déplaire aux censeurs de la liberté de la presse. « *L'accès aux responsabilités doit se faire par roulement... Ce mois ci, responsable de publication : Serge Livrozet. Jean Lapeyrie n'est qu'un responsable bidon, symbole de la stupidité bourgeoise.* » CAP n°11 nov. 73. Dans les numéros suivants paraît dans l'ours le responsable bidon de la publication à la place de noms de participants de ce journal «...conçu, mis en page, composé et imprimé entièrement par des militants, journal de tous les prisonniers et leurs familles...Nous devons perdre cette notion d'efficacité qui pousse à utiliser les gens selon des « critères » de

compétence et à faire de chacun de nous des robots d'une tâche précise. » Le CAP tente d'abolir les séparations, les limitations du pouvoir en brisant le jeu des hiérarchies sociales.

D'essence incontestablement anarchiste, il est là pour tailler de larges coupures à deux symboles de l'État bourgeois : le judiciaire et les lieux d'enfermement, particulièrement les prisons tout en restant partie prenante des combats contre la psychiatrie asilaire et autres lieux d'éviction. La majorité des prisonniers (95%) étaient ouvriers avant d'entrer en prison et ils continuent à l'être derrière les barreaux. Ce n'est pas l'infraction banale ou qualifiée plus encore par le judiciaire qui vous fourre en geôle, mais être de la classe des opprimés par la bourgeoisie capitaliste, elle-même productrice de crimes et délits en nombre sans qu'elle ait à encourir la prison. Les geôles sont de ce fait une ineptie foncière, elles ne sont point là pour sauvegarder la tranquillité sociale ! Quand tous les opprimés l'auront compris, tout ceci sera aboli. Le CAP s'inscrit radicalement dans cette perspective. Le but c'est la suppression de la prison, de toutes les prisons que la société bourgeoise génère en grand nombre ! Les collaborateurs du CAP estiment indispensable d'obtenir satisfaction sur les 11 points suivants :

SUPPRESSIONS : 1) du casier judiciaire. 2) de l'interdiction de séjour. 3) de la peine de mort. 4) de la prison à vie. 5) de la tutelle pénale (relégation). 6) de la contrainte par corps; aménagement des frais de justice.

DROITS NOUVEAUX : 7) Réorganisation du travail en prison : Salaire minimum égal au SMIC, Sécurité Sociale pour la famille, Certificat de travail à la sortie, Généralisation de la formation professionnelle durant la détention. 8) Droit au parler et à la correspondance libres. 9) Droit à des soins médicaux et dentaires corrects. 10) Droit de recours et défense des détenus devant l'administration pénitentiaire (prétoire, libération conditionnelle, mesures de grâce etc.) 11) Droit d'association à l'intérieur des prisons (moyen essentiel de faire valoir les revendications).

Le CAP répercutera dans la mesure de ses moyens les luttes des prisonniers, il se fera l'écho des luttes et leur apportera un fort soutien contre l'institution judiciaire souvent fomentatrice d'erreurs, bafouant aisément même ses propres règles, règles prétendant garantir à tout justiciable d'être préservé d'abus de « droit » de la part des tenanciers de cette matière ! Quelle berlué ! Combien d'emprisonnés à tort ! Combien d'innocents judiciaires en geôle ! La proportion est énorme bien que dans l'opinion c'est l'inverse qui est la pensée commune ! Pourtant près de 45 % parfois et communément de l'ordre de 20 % sont jetés en prison sans procès par la seule volonté d'un magistrat ins-

tructeur pour « la bonne administration de son instruction » Faut oser pondre une telle formule ! Ou cette autre, alors que judiciairement innocent, « pour éviter le renouvellement de l'infraction »...

Le CAP tout au long de ses parutions donne la parole à l'intérieur des geôles, participe par ses militants en liberté à la distribution du journal, occasion de rencontres avec les familles de prisonniers. Il s'invite dans les débats institutionnels pour apporter les mots des emprisonnés. Dans les geôles les prisonniers trouvent des moyens pour faire parvenir à l'extérieur les abus constants dépassant largement le fait de la privation de liberté, qui déjà est en soi une ignominie.

Les prisons ne sont point encore mises au rebut, pire la bourgeoisie en construit de plus en plus sous prétexte de surpopulation. Depuis que la prison existe, ce qui est assez récent, elles ont toujours été surpeuplées ! Logique ! Elles visent les pauvres, les opprimés. Si par hasard quelques déviants bourgeois viennent à s'y fourvoyer, un régime « spécial » leur est assuré.

De par ces luttes soutenues par le Comité d'Action des Prisonniers, la tutelle pénale est effacée des codes. La guillotine fut supprimée ! Mais la prison à vie se développe fortement avec des condamnations incompressibles de 20 et même 30 ans ! « Aménagement » d'espaces d'isolation sensorielle : QHS, QSR et tutti quanti dans toutes les geôles. Délirant ! Abolie la correspondance réduite à la seule famille directe d'une lettre brève par semaine mais pour les prévenus – pourtant présumés innocents- elle reste au bon vouloir du fonctionnaire judiciaire de l'instruction. Le casier judiciaire et l'interdiction de séjour, indispensables outils d'une police servile et cossarde restent en place. Le travail en prison, quand il y en a, est réglementé : fiche de paye, assurance sociale souscrite et assurée pour les familles. Ce n'est pas le régime général mais un changement, alors qu'avant pas de fiche de paye, pas de participation aux régimes de retraite etc. Les congés payés sont encore ignorés et le travail possible que par la bonne volonté des employeurs qu'ils soient administratifs ou négriers privés. Les droits aux soins, les recours contre l'administration, si quelques « avancées », restent de l'ordre de l'arbitraire.

Mais surtout de toutes ces luttes au cours de l'existence du CAP il demeure que la voix des prisonniers passe les murs dénonçant à leur manière tous les lieux d'enfermement. C'est en quoi le CAP, fondamentalement anarchiste, a ouvert une porte vers le changement radical de société, elle reste ouverte. A nous anarchistes de la tenir ouverte même si ce n'est que du bout de la godasse. Toujours mieux que rien. Grain de sable foutu dans les engrenages bourgeois. Que la lutte continue !

M.L.

Vers un Premier Mai en Gilets Jaunes?

Comme souvent dans les mouvements populaires spontanés, le mouvement des gilets jaunes présente une nébuleuse assez complexe de revendications et tendances, répondant à des intérêts divers, voire contadictaires en certains cas.

S'en dégagent cependant, bien sensiblement, un certain nombre de pratiques révolutionnaires qui ne sont pas sans faire songer, entre autres moments, à ce qui fut à l'oeuvre, sans parvenir à l'emporter, pendant la Révolution française. Sont présents les éléments de la démocratie directe : autonomie, méfiance et refus des représentants et dirigeants, action directe, organisation en assemblées locales et, avec l'apparition d'embryons de réunions d'assemblées, de visibles aspirations au fédéralisme libertaire, intégral de l'individu à l'ensemble social en continu, sans aucun saut de représentation dans l'exercice des souverainetés.

Malgré une belle résistance à la répression, aux dénigrements de tous ordres pratiqués par des médias au service de la classe capitaliste, et par là même gouvernante, ainsi qu'au miroir aux alouettes du « Grand débat », ce mouvement piétine et tourne en rond dans la répétition. À cela deux raisons principales. L'une est que ce mouvement porte et formule

Notre ennemi c'est notre maître!

Les prétendus discours intellectuels sur le racisme se cantonnent la plupart du temps à en rechercher l'origine à l'époque de la conquête de terres nouvelles, quand les conquérants rencontraient des populations lointaines, ni blanches ni chrétiennes, qu'ils allaient pouvoir massacrer allègrement ou soumettre à ce génocide de l'intelligence qu'est la conversion. Jusqu'à une époque récente, ce type de discours, empreint d'un évolutionnisme descendant, était fondé sur des différences de caractéristiques physiques ou culturelles.

Mais si l'on remonte plus loin dans le temps, on peut se remémorer la crasse noblesse qui prétendait avoir le sang bleu, affirmait ainsi une caractéristique physique la différenciant des misérables. Ce qui n'interdisait nullement à un noble qui se mariait et se reproduisait dans un entre-soi de bon aloi, de trousseur à l'occasion, tel un vulgaire Strauss-Kahn, une domestique ou une paysanne. On peut noter également que les canons de la beauté allaient vers la blancheur d'une peau laiteuse, le teint hâlé dénonçant la vie au grand air des gueux.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les besoins de main-d'œuvre ont, dès avant ce qu'il est convenu d'appeler la révolution industrielle, attiré des masses de populations vers les centres d'activité, par contrainte économique, législative ou armée. Les régions déshéritées de France furent les premières à fournir cette chair à bourgeois. On connaît l'histoire de ces vagues successives de maçons creusois, de ramoneurs

les revendications de couches de population, de deux classes, aux intérêts opposés : travailleurs d'une part, de l'autre petits patrons exploités du travail bien qu'exploités à leur tour par plus gros qu'eux. La synthèse est impossible, sauf à dériver vers une fausse communauté idéologique de type nationaliste, ou pour le moins fortement teintée de xénophobie, par exemple. L'autre raison, qui de surcroît porte en elle le danger de l'éventuelle dérive évoquée plus haut, réside dans le manque d'innervation dans la société contemporaine de solidarités ordinaires de base, résultant de l'atomisation sociale opérée par les moeurs quotidiennes sous le rouleau compresseur de la marchandisation de tout ce qui devrait être la vie. Cette perte de basiques réflexes solidaires est parfaitement lisible dans le fait que n'a pas surgi, dès les premières condamnations, l'exigence d'amnistie pour les compagnes et compagnons de lutte victimes de la répression judiciaire. L'un des mérites du mouvement est précisément d'avoir favorisé sur les ronds-points des redécouvertes de rapports de voisinage et de liens humains.

Pour avancer vers un monde exempt de dominations et d'asservissements, sans frontières et constitué de libres associations, oeuvrer à la reconstitution d'un tissu social tramé d'entraide au quotidien est une absolue priorité.

Michel GARONNE

savoyards ou de bonnes bretonnes, qui ont peuplé les faubourgs parisiens, avant que des humains de peine, européens puis issus des territoires colonisés, viennent grossir les rangs de la classe laborieuse.

Car le racisme est avant tout social. Un Le Pen peut aisément fréquenter un Bongo, car tous deux appartiennent à la même classe, celle des exploités, et détestent également les pauvres de leurs pays respectifs. Dans la guerre permanente qui oppose le Capital et le Travail, tout ce qui affaiblit l'un renforce l'autre. Et c'est le Capital qui est à la manœuvre depuis les années soixante-dix. L'importation de main-d'œuvre sous-payée dans les pays où la classe ouvrière était fortement organisée, affaiblissait celle-ci doublement, par la concurrence à la baisse sur les fiches de paye et par l'introduction d'une division supplémentaire au sein de la classe potentiellement la plus forte car la plus nombreuse.

Alors qu'aujourd'hui continuent de s'accumuler les motifs de révolte et que s'additionnent les manifestations éparées dans les villes, qu'on invoque la « convergence des luttes » et qu'on espère se faire entendre en ordres dispersés, il est plus que nécessaire de revenir à la racine du mal, l'existence de deux classes irrémédiablement opposées : celle des possédants et celle des gueux. La première est organisée et unie pour défendre ses intérêts. À nous de nous organiser !

Gaston DUFIEF

Le premier mai, journée de luttes contre l'asservissement et l'exploitation!

Le samedi 1er mai 1886, à Chicago, date fixée par les syndicats américains et le journal anarchiste "The Alarm" afin d'organiser un mouvement revendicatif pour la journée de 8 heures, aura des conséquences inattendues pour la classe ouvrière internationale. Quelque 200 000 travailleurs ont obtenu la réduction de la journée de travail à 8 heures, mais quelque 340 000 autres salariés doivent par la grève forcer le patronat à céder. Le mouvement paralyse près de 12 000 usines à travers les USA et se poursuit les jours suivants. Le 3 mai, le meeting qui se tient près des usines McCormick donne lieu à des affrontements avec les vigiles privés qui protègent les briseurs de grève. La police appelée en renfort tire sur la foule, provoquant la mort de deux ouvriers. Le lendemain 4 mai, tout Chicago est en grève et un grand rassemblement est prévu à Haymarket dans la soirée. Alors que la foule se retire, la police charge les derniers manifestants. C'est à ce moment-là qu'une bombe est jetée sur les policiers, qui ripostent en tirant. Le bilan se solde par une douzaine de morts, dont sept policiers. Cela déclenche l'hystérie de la presse bourgeoise et la proclamation de la loi martiale. La police arrête huit anarchistes, dont deux seulement étaient présents au moment de l'explosion. Mais qu'importe l'innocence ; un procès, commencé le 21 juin 1886, se clôt le 20 août par sept condamnations à mort. Malgré la mobilisation internationale, quatre seront pendus le 11 novembre 1887 (Louis Lingg s'étant suicidé la veille, dans sa cellule). Trois ans plus tard, en juillet 1889, le congrès de l'Internationale Socialiste réuni à Paris, décidera de consacrer chaque année la date du 1er mai à une journée de lutte à travers le monde. Le Premier mai sera d'abord récupéré par les bolchéviques, puis par les nazis, et enfin par le régime de Vichy (en France), qui le transformera en «Fête du travail», sans jamais réussir totalement à lui enlever son origine libertaire.



Le 1er mai 1890, à Vienne (département de l'Isère), la population ouvrière répondant à l'appel des anarchistes Louise Michel, Eugène Thennevin, et Pierre Martin descend dans les rues pour inciter ceux qui travaillent à se mettre en grève. Le cortège arborant drapeaux rouges et drapeaux noirs et chantant **La Carmagnole** ne tarde pas à se heurter aux «forces de l'ordre». Des barricades sont érigées, l'usine d'un patron du textile est pillée, mais les meneurs sont arrêtés. Des grèves spontanées se poursuivront durant une semaine. Trois militants anarchistes seront lourdement condamnés à Grenoble devant la Cour d'assises de l'Isère en août 1890, pour ces événements.



LE 1er MAI : SYMBOLE D'UNE ÈRE NOUVELLE DANS LA VIE ET LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Article de **Nestor Makhno**, publié en 1928 dans le Numéro 36 du journal **Dielo truda** (Cause ouvrière), fondé à Paris en 1925 par des réfugiés anarchistes polonais, russes et ukrainiens qui avaient pu fuir la répression instaurée par le pouvoir bolchévique sur la Russie soit disant soviétique.

La journée du premier Mai est considérée dans le monde socialiste comme la fête du Travail. C'est une fausse définition du 1er Mai qui a tellement pénétré la vie des travailleurs qu'effectivement dans beaucoup de pays, ils le célèbrent ainsi. En fait, le premier mai n'est pas un jour de fête pour les travailleurs. Non, les travailleurs ne doivent pas, ce jour là rester dans leurs ateliers ou dans les champs. Ce jour là, les travailleurs de tous pays doivent se réunir dans chaque village, dans chaque ville, pour organiser des réunions de masse, non pour fêter ce jour ainsi que le conçoivent les socialistes étatistes et en particulier les bolcheviks, mais pour faire le compte de leurs forces, pour déterminer les possibilités de lutte directe contre l'ordre pourri, lâche esclavagiste, fondé sur la violence et le mensonge. En ce jour historique déjà institué, il est plus facile à tous les travailleurs de se rassembler et plus commode de manifester leur volonté collective, ainsi que de discuter en commun de tout ce qui concerne les questions essentielles du présent et de l'avenir.

Il y a plus de quarante ans les travailleurs américains de Chicago et des environs se rassemblaient le premier Mai. Ils écoutèrent là des discours de nombreux orateurs socialistes, et plus particulièrement ceux des orateurs anarchistes, car ils assimilaient parfaitement les idées libertaires et se mettaient franchement du côté des anarchistes.

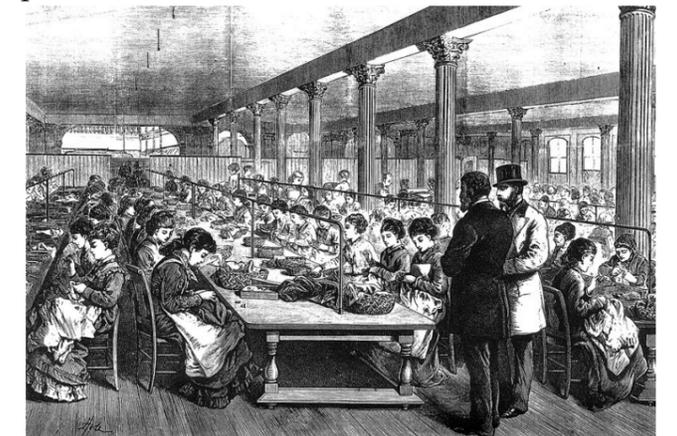
Les travailleurs américains tentèrent ce jour là, en s'organisant, d'exprimer leur protestation contre l'infâme ordre de l'Etat et du Capital des possédants. C'est sur cela qu'interviennent les libertaires américains Spiess, Parsons et d'autres. C'est alors que ce meeting fut interrompu par des provocations de mercenaires du Capital et s'acheva par le massacre de travailleurs désarmés, suivi de l'arrestation et de l'assassinat de Spiess, Parsons et d'autres camarades.

Les travailleurs de Chicago et des environs ne se

rassemblaient pas pour fêter la journée du premier Mai. Ils s'étaient rassemblés pour résoudre en commun les problèmes de leur vie et de leurs luttes.

Actuellement aussi, partout où les travailleurs se sont libérés de la tutelle de la bourgeoisie et de la social démocratie liée à elle (indifféremment menchévique ou bolchevique) ou bien tentent de le faire, ils considèrent le 1er Mai comme l'occasion d'une rencontre pour s'occuper de leurs affaires directes et se préoccuper de leur émancipation. Ils expriment, à travers ces aspirations, leur solidarité et leur estime à l'égard de la mémoire des martyrs de Chicago. Ils sentent donc que cela ne peut être pour eux un jour de fête. Ainsi, le premier Mai, en dépit des affirmations des "socialistes professionnels" tendant à le présenter comme la fête du travail, ne peut pas l'être pour les travailleurs conscients.

Le premier Mai, c'est le symbole d'une ère nouvelle dans la vie et la lutte des travailleurs, une ère qui présente chaque année pour les travailleurs, de nouvelles, de plus en plus difficiles et décisives batailles contre la bourgeoisie, pour la liberté et l'indépendance qui leur sont arrachées, pour leur idéal social.



À Barcelone l'effervescence du 1er mai 1890 provoqua la prolifération des sociétés ouvrières, dont **La société autonome des ouvrières de Barcelone**, association résolument anarchiste, enregistrée le 18 mars 1891, vingt ans jour pour jour après le début de **La Commune de Paris**.